Première mobilisation du quinquennat de Macron

Au lendemain du résultat de la fumisterie présidentielle qui ne laissait le choix qu'entre un Front National nauséabond, et un Macron qui va accentuer les fossés sociaux et nourrir à son tour le FN par sa politique dévastatrice, ce lundi 8 mai 2017 a eu lieu la première mobilisation du quinquennat de Macron.

À l'appel du collectif «Front social», nous avons manifesté pour marquer le lendemain de l'élection présentielle. Encadrés par un énorme dispositif policier , environ 5000 personnes ont défilé entre la Place de la République et la Place de la Bastille. Il s'agit là de la deuxième mobilisation à l'appel du Front Social (sans compter le 1er mai), front composé d'environ 70 organisations combatives telles que des syndicats SUD, CGT, CNT, et FSU (CGT Goodyear, CGT Info'Com, SUD PTT, SUD Commerce…), des partis comme le NPA ou d'autre collectifs comme le Collectif Féministe Révolutionnaire, Droit au logement, Droit Devant (pour le combat des sans papier)…

Prise de parole sur la place de la République

À 14h, sur la place de la république, cette journée de mobilisation a commencé avec divers interventions de quelques syndicalistes et de militants d'association. Les interventions sont toutes allées dans le même sens : ce n'est pas par les urnes qu'on change vraiment les conditions des travailleurs/ses, des exploité-e-s, et des oprimé-e-s, qu'on stoppe la violence du monde capitaliste, mais par les luttes sociales, par la mobilisation, pour permettre de changer le rapport de force entre exploité-e-s et exploiteurs (patronat et gouvernement).

Tous ont été clairs : ce qui nous attend avec Macron au pouvoir va être dur, allant plus loin que la loi travail et de façon toujours plus anti-démocratique avec le recours dès cet été des ordonnances et celui, probable, du 49-3 à répétition. Faisant ce constat, avant même le premier tour de l'élection, la conséquence est évidente, construire la résistance contre les attaques passées, mais aussi pour exiger les mesures nécessaires pour notre classe (retraites, temps de travail, emplois, droit au logement, etc.). Gaël Quirante de Sud PTT a précisé que notre boussole dans nos mobilisations était la lutte de classe, en effet, c'est pas la lutte classe contre classe, et donc contre Macron qui sert grassement le patronat que nous pourront changer les choses. Il a aussi insisté sur le rôle de canalisateur de luttes que tiennent les directions syndicale bureaucratiques en précisant que le secrétaire général de Sud-Solidaire Eric Beynel estimait qu'on« n'a pas besoin d'avoir une folle opposition sur le front syndical en cette période »[1]. Rappelons nous aussi que Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, à appelé a

faire barrage au FN dans les urnes sans pour autant attaquer publiquement Macron et son programme. Les prises de paroles successives ont en ce sens rappelé le fumisterie qu'est le prétendu « dialogue social » qui consiste a négocier avec les gouvernements au service du Medef.

Les divers centrales syndicales ne se sont d'ailleurs pas associées à cette mobilisation malgré leur inquiétudes concernant la politique de Macron. Elles veulent préserver leur sacro-saint «dialogue social». Ces centrales doivent abandonner cette illusion qui empêche de mener le combat, qui freine les organisations qui veulent se battre contre des gouvernements au service du capital. Pour faire pression sur celles-ci, l'initiative du Front Social est une excellente proposition : les collectifs intersyndicales lutte de classe. Nous devons œuvrer, toutes et tous, dans nos syndicats à l'élargissement du Front Social pour consolider un outil au service du mouvement social.

S'organiser pour résister

La feuille de route que Macron prévoit de suivre est lourde, et il va falloir se battre pied à pied en construisant la convergence des luttes qui existent en grand nombre mais toutes isolées. Parmi les mesures qu'il faudra combattre, il y a :

- Refonte du code du travail par ordonnance dès l'été.
- Remplacer les cotisations salariales chômage (2,4% du salaire brut) par une hausse de l'impôt CSG de 1,75%. Le procédé est une rupture majeure avec l'assurance sociale puisque c'est l'impôt fixé par l'État qui lui remet les clés de l'indemnisation des chômeurs.
- Dans le même mouvement, la gouvernance de l'UNEDIC reviendra intégralement au gouvernement Macron. Étatiser n'est pas son credo, sauf quand il s'agit d'affaiblir la protection sociale et la transformer en impôts.
- L'indemnisation chômage, sur le modèle allemand, serait conditionnée par l'acceptation du chômeur de l'offre d'emploi, au bout de 2 propositions qualifiées de décentes, ou de crédibles. Qui le décidera ? Des commissaires de Pôle Emploi, comme chez Angela Merkel, dotés de pouvoirs d'investigation quasi judiciaire ?
- Transformer le régime de Sécurité sociale en matière de retraite par un système réputés « par points », qui a comme vertu, par un effet arithmétique, d'obliger le salarié à courir après la valeur des points qui lui sont attribués. Les patronats des pays anglo-saxons se félicitent chaque jour de cette méthode de la carotte.
- Transformer le CICE, crédit d'impôts aux employeurs, en cadeau permanent, car Macron en fait un allègement définitif des cotisations patronales à la protection sociale.
- Continuer le massacre austéritaire de l'hôpital (-15 milliards de dépenses publiques), et retirer 45 autres milliards au service du citoyen, selon la logique libérale qui prévaut dans l'Union européenne

Toujours plus de violences policières

La manifestation s’est déroulé dans une très bonne ambiance, motivé-e-s et mobilisé---s, où toutes et tous ont exprimé leur colère dans la bonne humeur tout au le long du parcours. Encore une fois, et c’est une habitude depuis le mouvement contre la loi travail, la police a été extrêmement présente, inutilement pour la sécurité de la manifestation, mais très utilement pour provoquer les manifestant-e-s. La pression des nombreux flics tout le long du cortège était détestable. C'est ainsi que sans aucune raison, la police à à plusieurs occasions attaqué le cortège[23]. L'objectif était, comme lors du 1er mai dernier, de diviser le cortège afin de mieux l'encadrer et de faire pression sur les manifestant.e.s. C'est ainsi qu'à l'approche de Bastille, des dizaines de CRS ont foncés à travers le cortège, matraques, gazeuses et flashball en avant. Une partie de manifestant-e-s a donc été poussée au pas de course direction place de la Bastille alors que l'autre était bloquée par les militaires en armes. Ceux-ci ont ensuite encadré le cortège en étant collé à celui-ci, augmentant d'un cran la tension. Les deux cortèges se sont finalement rejoint avec une solidarité manifeste. Cette nouvelle technique policière semble être en train de se perfectionnée, comme le fût celle des nasses pendant la loi travail. Ainsi, en plus de travailler à élargir les mobilisations en faisant du 10 juin prochain une date nationale, la sécurisation des cortèges devrait être abordée, avec notamment l'organisation de services d'ordres.

La manifestation d'hier fût une réussite, car elle a regroupé 2 fois plus de monde que lors du 22 avril dernier. Pour faire du 10 juin une date encore plus importante, nous encourageons tou.te.s les camarades syndiqué.e.s ou non à militer dans leur UL, leur UD, sur leur lieux de travail ou d'études pour rejoindre le Front Social tant dans la rue que lors des réunions de comités ou des meetings d'organisation.

1
http://www.lavoixdunord.fr/158457/article/2017-05-06/peste-ou-cholera-des-syndicats-se-mobilisent-des-le-lendemain-de-la

2
http://taranis.news/2017/05/paris-8-mai-2017-%E2%80%A2-macron-1er-avertissement-frontsocial/

3
https://www.facebook.com/FrontSocialUni/photos/a.122688558281453.1073741828.122134755003500/127264801157162/?type=3&theater

Lucas Battin;Nastrit Daul, le 9 mai 2017